

le peuple.**VS**

Numéro 200
Septembre 2023

JAB CH-1950 Sion 1

LAPOSTE

Echos
du Parlement :
une loi ratée

10

La Parole
aux syndicats :
Syndicom

11

Inflation et pouvoir d'achat

Pour calculer l'IPC (indice du prix à la consommation), on établit un panier qui regroupe divers produits de consommation pour les ménages privés.

L'IPC est calculé chaque mois par l'OFS à partir de quelques 100'000 prix relevés sur le terrain, par téléphone, sur internet ou avec des données de marché électroniquement disponibles au cours des deux premières semaines du mois.

En août 2023, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,2% par rapport au mois précédent, pour s'établir à 106,4 points (décembre 2020 = 100). Par rapport au mois correspondant de l'année précédente, le renchérissement s'est chiffré à +1,6%. Ces chiffres ont été établis par l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Suite en page 2

Edito



Suite de l'édito

Lorsqu'arriveront les chiffres de l'IPC fin septembre, et donc les chiffres de l'inflation, on ne tiendra pas compte de la hausse des primes d'assurance maladie. Ce renchérissement là n'est pas pris en compte dans ce calcul.

Concrètement, chaque ménage verra son panier diminuer mois après mois.

Si début 2023, vous n'avez pas au moins obtenu 2,8% d'augmentation de salaire, ce qui correspond au renchérissement fin décembre 2022, vous avez perdu du pouvoir d'achat. Le renchérissement attendu fin 2023 est de 2,3%. Ce chiffre en réalité est faux, nous l'avons déjà dit, puisqu'on ne tient pas compte de la hausse des primes d'assurance maladie.

Début janvier 2024, il faudrait augmenter vos salaires et vos rentes en additionnant ces deux chiffres. La revendication des syndicats pour un renchérissement de 5% n'est dès lors et de loin pas exagérée. Elle se situe même en-dessous de l'augmentation réelle du coût de la vie!

Le Parti socialiste possède là un levier majeur pour s'adresser à la population avec des arguments factuels et réalistes. Nous perdons chaque année du pouvoir d'achat, et quoi qu'on en dise, on parle ici de biens de consommation nécessaires au vivre bien. Et ce, malgré les chiffres positifs de l'économie et du chômage! Malgré les efforts fournis et le travail accompli.

Il faut corriger cela. Il faut se mobiliser, cesser de courber l'échine et frapper fort du poing sur la table. La manifestation des syndicats et des partis de gauche du 16 septembre à Berne, qui a réuni 20'000 personnes, est un signal positif envers les décideurs d'économie suisse et du camp bourgeois.

Oui à une 13^e Rente AVS! Oui à l'initiative PS pour des primes abordables! Et oui à une plus forte représentation du PS aux chambres fédérales le 22 octobre prochain!

Barbara Lanthemann,
rédactrice en chef

Edito

La cohésion sociale et la solidarité au cœur de nos engagements!

Les élections fédérales qui approchent sont d'une importance capitale pour la cohésion sociale et la solidarité dans notre pays. Face à l'inflation, l'explosion des primes et des loyers, nous devons envoyer à Berne des élu·e·s qui défendront en priorité le pouvoir d'achat. Il n'est pas acceptable que, dans un pays aussi riche que la Suisse, une part toujours plus importante de la population peine à boucler les fins de mois.

Dans le domaine de la santé, deux visions totalement contradictoires s'opposent. D'un côté, ceux qui estiment que la population doit se débrouiller pour payer ses primes, qu'il faut taxer l'accès aux urgences ou encore que la solution réside dans la suppression de l'assurance-maladie. Ces propositions extrêmes nous font courir le risque d'une médecine à deux vitesses. Face à cela, nos candidat·e·s s'engagent au contraire pour une caisse maladie publique, pour limiter les primes à 10% du revenu, pour réduire les

prix des médicaments, pour des investissements publics, afin d'assurer une santé de qualité et accessible à toutes et tous.

La solidarité entre personnes malades et celles qui sont en bonne santé est au cœur de nos engagements. Nous devons nous mobiliser pour que ce soit cette vision qui sorte gagnante le 22 octobre. Pour que la devise de notre pays «Un pour tous, tous pour un» l'emporte sur le chacun pour soi.

Nous avons de quoi être fiers de nos listes, composées de candidatures fortes et complémentaires. Merci à vous – Manu, Sarah, Florian, Paola, Yannick, Émilie, Christian et Aferdita; ainsi que toutes les candidates et tous les candidats qui s'engagent pour nos valeurs sur des listes jeunes, femmes, 60+ ou du Haut-Valais – MERCI de porter haut et fort la cohésion sociale et la solidarité!

Mathias Reynard, Conseiller d'Etat

La Tribune de Mathias Reynard

Nos objectifs pour ces élections? Gagner!

La campagne pour les élections fédérales bat son plein, et avec elle, les questions des médias. Il y en a des bonnes, et des moins bonnes. Il y en a en tout cas une qui revient systématiquement et qui me fait sourire. Celle de nos objectifs chiffrés.

On m'a souvent posé la question de savoir quels étaient les objectifs du PSVR pour ces élections, de même que toutes ses déclinaisons: « combien de sièges au Conseil national visez-vous? », « Est-ce que vous pensez faire un siège aux Etats? », « Est-ce que vous avez un objectif en termes de pourcents? » J'y ai parfois répondu par l'exagération: 8 au Conseil national, 2 aux Etats. Ça a fait sourire, puis on est passé à autre chose. Ou alors, ça a débouché sur une question de relance: « non mais, sérieusement, sans rêver... »

Alors soyons limpides camarades : nous voulons récupérer notre deuxième siège au Conseil national et faire un siège au Conseil des Etats.

Je ne crois pas que ce soit rêver, ou manquer de sérieux, que de dire qu'on en veut plus. Au final, c'est pour cela qu'on se lance et qu'on fait campagne, votation après votation, élection après élection. Pour progresser. Avant l'élection du premier socialiste valaisan au Conseil national, l'objectif était de faire un siège. Puis lorsqu'on l'a obtenu, je doute fort que nos prédécesseurs se sont dit que c'était un nombre suffisant. Et lorsque nous aurons un siège de plus, je suis sûr que nous voudrions en gagner un autre.

Le PS ne doit jamais se reposer sur ses lauriers. Nous faisons de la politique pour porter la voix des plus faibles, de la classe travailleuse qui peine à joindre les deux bouts, des personnes discriminées qui ont besoin de protection, des familles qui voient leur pouvoir d'achat se réduire. Et pour cela, nous aspirons à plus de sièges dans les parlements et les exécutifs. C'est normal, et c'est notre rôle.

Alors soyons limpides camarades : **nous voulons récupérer notre deuxième siège au Conseil national et faire un siège au Conseil des Etats.**

On peut bien évidemment faire des calculs d'apothicaire sur ordinateur, prédire les évolutions démographiques, les combiner au taux de participation estimé, pondérer cela avec le nombre de candidat-es, les réseaux supposés, imaginer les résultats des nouveaux partis ou transférer ceux des anciens.

Le contexte nous est favorable : nos thèmes sont alignés avec les préoccupations de la population, nous avons des solutions concrètes à proposer en matière de renforcement du pouvoir d'achat, d'égalité, de solidarité. Avec notre initiative pour un salaire minimum, nous prenons parti pour améliorer le niveau de vie des plus bas revenus de notre canton. Notre initiative pour les crèches renforce l'égalité en permettant de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle. Notre initiative d'allègement des primes soulage, augmente le pouvoir d'achat de manière très concrète. Celle pour un fonds climat propose d'investir massivement dans la transformation écologique de la Suisse, de manière sociale et en garantissant des emplois d'avenir.

L'adversaire principal, cette année, sera le taux de participation. Il faut donc impérativement tout donner pour mobiliser les gens, leur rappeler cette échéance, et les encourager à voter socialiste le 22 octobre. Nos candidat-es battent le



pavé depuis des semaines, posent des affiches, distribuent du matériel, mobilisent les membres par téléphone ou écrivent cartes postales et lettres à la population. Les sections et fédérations organisent des actions toutes les semaines pour faire connaître nos candidat-es et nos idées.

Chaque voix compte ! Les urnes parleront d'une seule voix le 22 octobre, et d'ici là, nous pouvons faire la différence. Mobilisons-nous dans cette dernière ligne droite !

Clément Borgeaud,
président du PSVR



Le mot du Président

La gauche du Haut Valais se présente

Claudia Alpiger (SPO)



« Je prends parti - pour des logements abordables, des salaires équitables, pour notre climat et pour l'intégration des personnes issues de l'immigration et l'inclusion des personnes handicapées ».

Cetteoureuse de la montagne originaire de Brigue est candidate au Conseil national et au Conseil des Etats. Claudia est une faiseuse de politique jusqu'au bout des ongles. Que ce soit en tant que suppléante au Grand Conseil, présidente du PS du Haut-Valais, élue à la Constituante ou, depuis peu, en tant que conseillère municipale de Brigue-Glis, quiconque travaille avec Claudia remarque rapidement qu'elle combine son engagement politique et ses grandes compétences professionnelles avec beaucoup de cœur et d'humour.

Gundi David (SPO)



« Je prends parti - pour l'humanité ».

Le père de famille et conseiller municipal de Lalden, qui ne mâche pas ses mots, adopte une position traditionnellement sociale-démocrate dans de nombreux domaines de la politique. Ceux qui connaissent ce Laldien engagé et disposant d'un

bon réseau connaissent sa détermination politique et sportive : ce que le triathlète de Lalden s'est mis en tête, il le poursuit avec beaucoup de passion et d'endurance...

Dina Studer (SPO)



« Je prends parti - pour un avenir dans lequel l'égalité des chances et l'équité seront réalisées ».

Avec beaucoup d'humanité, cette Leukoise orientée vers les solutions s'engage politiquement pour plus d'égalité des droits et des chances. L'empathie est sa plus grande force. Dina ne cherche pas seulement à expliquer, mais aussi à écouter et à comprendre. La députée suppléante au Grand conseil le prouve chaque jour non seulement dans son travail d'assistante sociale scolaire, mais aussi en politique et dans presque tous les contacts humains.

Rahel Zimmermann (SPO)



« Je prends parti - pour l'égalité et pour notre planète ».

Ce qui caractérise Rahel, c'est qu'elle considère les défis comme des opportunités et les aborde avec ouverture et intérêt. Cette politologue

pleine d'énergie, originaire de Visperterminen et vice-présidente du PS du Haut-Valais, a la vision d'une société ouverte, diversifiée et égalitaire. Elle poursuit cette vision de manière ciblée et avec une attitude claire, mais aussi avec beaucoup d'empathie et d'humanité.

Sascha Erpen (SPO)



« Je prends parti - pour des salaires équitables, des rentes assurées et un réseau social fort ».

Pour l'agogue du travail de Ried-Brigue, beaucoup de choses tournent autour des thèmes du travail, des salaires, des rentes - et de la musique. Que ce soit en tant que membre du comité de l'Union syndicale du Haut-Valais ou en tant que président de section, Sascha est un enrichissement pour chaque équipe grâce à sa nature diplomatique, calme et objective. Ce n'est que lorsqu'il est sur scène avec son groupe qu'il est moins calme et plus intransigeant.

Sandro Werlen (JUSOO)



Le membre du comité de l'OSP d'Agarn est également président de la Jeunesse socialiste du Haut-Valais. Socialement engagé et plein d'énergie, Sandro suit des études de travailleur social. Il se mobilise pour l'amélioration du pouvoir d'achat

et la justice sociale. Lorsqu'il n'est pas en train d'étudier ou de faire de la politique, on peut aussi rencontrer cette joyeuse créature dans la Guggenmusik.

Luna Sophia Fux (JUSOO)



Activiste en matière de genre et féministe queer, elle s'engage pour plus de droits pour les personnes trans. Luna est une amatrice de musique et redonne vie au légendaire Plattuladu de Brigue. Ceux qui entament une conversation avec Luna sur la musique ou la politique remarquent rapidement que Luna apporte avec elle passion et émotion tout en restant authentique.

Laura Hagen (JUSOO)



Lorsqu'il s'agit de questions relatives à la numérisation, Laura est la personne à contacter. La protection des données, la sécurité des données, la démocratie et les droits fondamentaux sont les thèmes qui prennent le plus de place chez elle. Son ouverture d'esprit et sa sympathie sont contagieuses et rafraîchissantes, qu'il s'agisse de politique, de numérisation ou de moto.

Texte : **Sascha Erpen**,
nouveau co-président du SP Oberwallis



La révolution sera antispéciste ou ne sera pas !

«*Au fond de ma révolte contre les forts, je trouve du plus loin qu'il me souviennne l'horreur des tortures infligées aux bêtes.*» Louise Michel

Aujourd'hui, la nécessité éthique d'en finir avec l'exploitation animale n'est plus à prouver et ce d'autant plus depuis la *Déclaration de Montréal sur la fin de l'exploitation animale* qui certifie un consensus sur la question en philosophie morale et politique. Néanmoins, cette évidence peine encore à s'imposer à gauche, malgré une inclination pour l'éthique et la justice. Dans ce cadre, il me paraît donc important de réaffirmer que personne n'est libre tant que nous ne sommes pas toutes et tous libres, y compris les animaux non-humains.



Tout d'abord, le spécisme ou l'humanisme (au sens de suprémacisme humain) est néfaste pour les humain-es dominé-es. En effet, cette idéologie trace une frontière arbitraire entre celles et ceux dont les intérêts méritent d'être considérés et les autres. Il y aurait, en haut, l'humain, un être de raison, de culture, civilisé, digne, citoyen ; et en bas, construit en opposition, l'animal naturel, instinctif, sale, bête. Cette dichotomie hiérarchisée participe non seulement à l'oppression des animaux non humains, mais aussi à celle d'humain-es dominé-es, régulièrement placé-es dans cette catégorie « animal » « lorsque nous voulons justifier la violence à leur endroit² ». L'humanisme donne effectivement aux dominants des outils leur permettant d'animaliser celles et ceux qu'ils oppriment. Pour justifier leur supériorité, il leur suffit alors de prétendre que les femmes sont des morceaux de viande ou déterminées par l'instinct maternel, que les personnes racisées sont des nuisibles incivilisés, qu'en somme certains groupes sont proches de « l'animal », pas assez humains. Ils pourraient donc être traité-es « comme des animaux », comme des êtres « méprisables, exploitables, appropriables, tuables³ ».

Généralement, la gauche humaniste tente d'éloigner le plus possible les personnes sexisées, classées ou racisées de l'animal. Elle affirme leur humanité. L'antispécisme rejette cette stratégie justement parce qu'elle ratifie la pertinence de cette dichotomie humain-animal dans laquelle les dominants piochent pour justifier leurs privilèges. Au contraire, il postule que ne plus traiter les animaux « comme des animaux » rendra plus difficile de proclamer sa supériorité sur les femmes en les qualifiant de chiennes ou sur les pauvres en les comparant à des parasites. En d'autres termes, il pose cette question fondamentale : « Comment prévenir d'autres génocides, massacres et traitements dégradants si, partout, les munitions pour « animaliser » sont disponibles et reproduites en permanence ?⁴ ».

En bref, l'antispécisme conduit à la libération animale, mais il est aussi indispensable aux luttes sociales humaines en cela qu'il entrave le processus d'animalisation des dominé-es.

Enfin, nous n'en finirons pas avec le patriarcat, la suprématie blanche et le capitalisme tout en reproduisant des mécanismes similaires de domination. Ce n'est pas en détruisant la santé et l'espérance de vie des animaux par des modifications génétiques, en les gazant, en consommant leur chair, en volant le fruit de leur travail, en assassinant leurs proches, en les vendant, en les enfermant, en les mutilant que nous nous dirigerons vers la fin de l'appropriation des corps des humain-es (violences policières, féminicides, harcèlement de rue, exploitation au travail, etc.). Parce qu'on ne tue pas, avec respect, amour ou passion, un animal qui veut vivre – pas plus qu'une femme.

Elisa Moret

¹ Citée dans : Boisjean, Elias, et Roméo Bondon. *Cause animale, luttes sociales*. Anthologie. Le passager clandestin, 2021. P. 61.

² Ko, Aph, et Syl Ko. *Aphro-ism: Essays on Pop Culture, Feminism, and Black Veganism from Two Sisters*. New York: Lantern Books, US, 2017. Chapitre 19.

³ Playoust-Braure, Axelle, et Yves Bonnardel. *Solidarité animale. Défaire la société spéciste*. La Découverte, 2020. P.47

⁴ Ibid. P.157.

Myriam Millius, un exemple à suivre !

Myriam Millius rayonne. Dans le petit appartement qu'elle occupe à Naters, tout est joli, coloré et lumineux. L'environnement est à la hauteur de son caractère, joyeux, varié, chaleureux.

Myriam a 62 ans. Elle travaille aujourd'hui à 80% dans un cabinet médical animé et qui fonctionne bien. Elle peut combiner chaque jour sa 2^e formation d'assistante en soins et santé communautaire avec sa 1^{re} formation d'assistante médicale, ce qui lui permet de toujours trouver une solution, même dans les situations difficiles.

Elle consacre les quelques heures libres qui lui restent à sa mère de 85 ans qui l'a soutenue et portée pendant des années et à qui elle rend visite tous les jours, à son chien qu'elle chouchoute avec bonheur, au bricolage et à la décoration. Comme elle le dit, c'est en travaillant dur et en persévérant qu'elle est arrivée au but qu'elle voulait atteindre, sans jamais abandonner.



A 16 ans, elle est engagée comme aide-soignante à l'hôpital de Sierre. Elle y est appréciée pour sa minutie, sa gentillesse et son engagement envers les patients. Mais le monde des soins change, le temps manque pour s'occuper des patients, les tâches sont de plus en plus bureaucratiques et de moins en moins humaines. Elle décide de changer de branche et travaille dans un cabinet médical après sa 1^{re} formation de 3 ans d'assistante médicale. Elle travaille pendant 20 ans, avec une courte interruption à la naissance de ses deux enfants.

La vie ne faisant pas de cadeaux, Myriam doit jongler toute sa vie. Pour élever ses deux enfants après son divorce, elle doit parfois prendre quatre emplois à temps partiel pour joindre les deux bouts.

Comme Myriam connaît le métier comme sa poche après de nombreuses années de travail, elle décide, à 58 ans, de suivre une 2^e formation d'assistante en soins et santé communautaire

en cours d'emploi et en procédure de validation. Cette possibilité n'étant pas adaptée au Haut-Vallais, elle suivra sa formation avec le canton de Zurich à Winterthur, au ZAG !

Employée à 40% dans une maison de retraite et à 40% dans un cabinet médical, Myriam suivra les 21 modules en cours d'emploi, avec assiduité, que ce soit à l'écrit, à l'oral, par la pratique, en ligne ou par des visites de modules au ZAG de Winterthur. Elle rédigera 10 rapports de situation afin d'obtenir avec succès son CFC d'assistante en soins et santé communautaire le 6 mars 2020 !

On peut facilement imaginer les longues soirées et les dimanches passés à étudier et à rédiger des documents interminables. On ne peut s'empêcher de s'émouvoir devant tant de persévérance et de courage après tant d'épreuves et de dur labeur. Une vie de lutte, sans jamais abandonner. Et surtout par un sourire radieux, une joie de vivre intacte, un esprit positif résolument tourné vers l'avenir.

Nouveau CFC en poche, Myriam jouit aujourd'hui de la liberté que lui a conférée la force de son caractère. Indépendamment des embûches, des défis ou des difficultés, elle a certainement toujours été poussée en avant par son désir d'indépendance, qui l'a finalement fait avancer. L'indépendance est son plus grand atout et c'est probablement ce qui la rend si rayonnante aujourd'hui. Flaubert disait : « on se sauve de tout par l'orgueil ».

Au début de l'année, Myriam a reçu le prix de la formation du syndicat Unia. Un prix qui récompense son courage et veut encourager d'autres personnes à ne jamais abandonner. Pour Unia, le principe de l'égalité des chances est important. Indépendamment de l'origine sociale, du sexe, de l'âge, de l'appartenance nationale ou religieuse ainsi que des capacités physiques et mentales, tous doivent avoir les mêmes chances d'accéder à une formation de base, à une qualification professionnelle et à une formation continue tout au long de la vie.

Aujourd'hui, Le PeupleVS souhaite féliciter Myriam pour son parcours exceptionnel. Elle est un modèle et doit tous nous encourager à ne jamais abandonner, à nous former encore et toujours, à affirmer notre indépendance et à aiguiser notre curiosité.



Emmanuel Amoos, candidat à sa réélection au conseil national

Pour toutes et tous, à Berne, je m'engage !

Mes convictions

La liberté, l'égalité, la solidarité et la justice sociale sont au cœur de notre engagement. Nous luttons pour construire une société plus juste et plus humaine, où l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers. Le programme de parti que nous avons élaboré pour les élections fédérales en est la démonstration.

Ces valeurs, nous les défendons ensemble. Depuis plusieurs mois, nous menons, avec toutes les candidates et candidats des listes socialistes, une campagne intense. Ensemble, nous montrons à la population que notre parti et nos idéaux sont essentiels pour façonner la Suisse de demain.

Ces valeurs ont toujours été au cœur de mon engagement politique depuis plus de vingt ans. Hier au conseil communal de Venthône, puis au Grand Conseil en tant que député et chef de groupe, et depuis 2021 à Berne comme conseiller national. J'aime sincèrement ce que je fais au Parlement fédéral et, si la population valaisanne me le permet, je suis déterminé à poursuivre cet engagement.

Au Conseil national

En deux ans, je suis parvenu à tisser des liens solides avec de nombreuses et nombreux parlementaires de tous bords. Cette capacité à discuter, à être entendu et à construire des majorités a toujours été mon point fort. J'ai d'ailleurs réussi à rassembler des soutiens importants aux interventions parlementaires que j'ai déposées.

Ma première victoire au Palais fédéral en est d'ailleurs l'expression. Depuis plus de vingt ans, le parti socialiste tentait, sans succès, de faire passer une réforme de l'imposition pour que la population puisse être imposée à la source ; soit de prélever l'impôt directement sur le salaire, à l'image de ce qui est pratiqué dans tous les pays européens. Car les dettes fiscales sont la cause la plus fréquente d'arriérés de paiement, et constituent en ce sens le problème numéro 1 du surendettement dans notre pays. Je vais encore devoir convaincre le Conseil des Etats, mais pour parvenir à faire passer cette réforme au niveau du National, je suis parvenu à faire signer mon texte par 85 parlementaires de tous les partis. C'est ce travail de conviction auprès des autres partis, en

amont, qui m'a permis de réaliser ce petit exploit : qu'un socialiste obtienne une majorité au National sur une réforme fiscale.

Ce travail, je le fais également au sein de ma commission. Je me suis par exemple fortement engagé en faveur de la loi fédérale sur le soutien à l'accueil extrafamilial. Nous proposons de soutenir directement les parents en subventionnant 20% du coût de garde des enfants. J'ai ouvert plusieurs chantiers politiques et il est important que je puisse les mener à leur terme.

Continuer, car il est plus nécessaire que jamais de donner une voix à celles et ceux que l'on n'entend jamais, de défendre celles et ceux qui sont toujours invisibles aux yeux de la droite bourgeoise.

Pour le pouvoir d'achat

Au Congrès du PS Suisse à Bâle en octobre 2022, le Conseil de parti du PSVR a déposé une résolution demandant de faire de la thématique du pouvoir d'achat le sujet principal de cette campagne. J'ai défendu avec conviction et succès cette résolution lors de ce Congrès. J'en ai donc fait tout naturellement mon thème principal de campagne.

Depuis 20 ans, le pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires s'érode, principalement à cause de la hausse des loyers et des primes d'assurance maladie. Les loyers ont augmenté en



moyenne de 30 %, et les primes d'assurance maladie ont presque triplé. Dans la même période, les salaires et les rentes n'ont clairement pas suivi et n'ont pas suffisamment été augmentés.



augmente chaque année sans que la majorité de droite ne veuille agir. L'arrogance du PLR sur ce sujet m'est totalement insupportable, je m'engage à combattre ce libéralisme destructeur.

A cette situation de fond s'ajoute désormais une forte inflation. Les prix de l'énergie s'envolent et la hausse 2024 de primes-maladie seront massives.

Ces augmentations sont soudaines et brutales. Elles sont également incompressibles, la population n'a pas d'autre choix que de les payer, il n'y a pas d'échappatoire. Ça me fait mal de voir la souffrance des personnes actives ou retraitées qui ne s'en sortent plus. Les classes moyennes et populaires sont prises au piège. C'est un pan entier de la population qui risque d'être précarisé.

Selon Caritas, 8 % de la population suisse est sur la sellette et touche à peine CHF 500.- de plus que le seuil de pauvreté. Cela représenterait 700'000 personnes qui basculeraient dans la pauvreté si rien n'est entrepris. Il faut donc agir vite et apporter des réponses concrètes.

Ce travail, personne d'autre que le parti socialiste ne va le faire à Berne. Nous sommes le lobby de la population.

Des primes d'assurance maladie abordables

Je prends parti pour des primes-maladies abordables. Tout d'abord, il faut s'attaquer au poids que représentent les primes. Avec notre initiative d'allègement, nous voulons que les ménages consacrent au maximum 10 % de leur revenu disponible aux primes d'assurance-maladie. Cela permettrait de soulager rapidement et efficacement leur pouvoir d'achat.

Un système transparent et équitable

Ensuite, il faut des mesures pour maîtriser les coûts de la santé. Contrôler le nombre d'interventions effectuées ainsi que leurs tarifs. Limiter les honoraires exorbitants de certains spécialistes. Réduire les coûts des médicaments. Les propositions sont sur la table, mais les acteurs concernés refusent d'avancer et la situation est bloquée.

Enfin, il faut mettre un terme à la pseudo-concurrence des assureurs. Nous voulons transformer fondamentalement le système de santé, en instaurant, à terme, une caisse publique financée par des primes proportionnelles aux revenus. Car les primes sont le seul prélèvement obligatoire qui

Une 13^e rente AVS

Je prends parti pour un renforcement de L'AVS. Après une vie professionnelle astreignante, les travailleuses et les travailleurs, qui ont contribué à la prospérité de notre pays, doivent pouvoir vivre dignement. Avec notre initiative AVS x13, nous voulons qu'une 13^e rente AVS soit versée chaque année, à l'image du 13^e salaire.

Un salaire minimum

Je prends parti pour la mise en œuvre d'un salaire minimum. Il est particulièrement insoutenable d'admettre qu'au sein d'un pays riche, des personnes travaillant à 100 % ne parviennent pas à joindre les deux bouts en fin de mois. Avec notre initiative cantonale en faveur d'un salaire minimum de Fr. 22.- de l'heure, nous luttons contre la précarité des travailleuses et des travailleurs.

Egalité salariale

Je prends parti pour l'égalité salariale entre femmes et hommes. Cette égalité doit être atteinte rapidement par des mesures contraignantes pour les entreprises. Comment pourrais-je un jour expliquer à ma fille que ses heures de travail ont potentiellement moins de valeur que celles de mon fils, juste parce qu'elle est née femme ? C'est absurde et révoltant.

Une écologie sociale

Je prends parti pour que la nécessaire transition énergétique soit supportable par les classes moyennes et populaires. Les taxes asphyxient les bas revenus et effleurent à peine les hauts revenus. Aux taxes, nous devons systématiquement privilégier les investissements publics massifs.

Je m'engage – Engagez-vous !

Pour ces dernières semaines de campagne, la mobilisation de chacune et chacun de nos membres et de nos proches sera déterminante. Si nous nous engageons toutes et tous, avec rigueur, avec bienveillance et avec convivialité, nous nous reverrons le 22 octobre pour célébrer une grande victoire pour le PSVR et pour la population valaisanne et suisse !

**Emmanuel Amos, Venthône, 42 ans,
responsable administratif, conseiller national**



Refus de la loi sur l'énergie valaisanne: explications

Lors de la session de septembre dernier, notre groupe PS/GC, aux côtés des Verts et de l'UDC du Haut-Valais, a refusé la Loi sur l'énergie valaisanne. La législation a tout de même trouvé une majorité et, sauf référendum, entrera prochainement en vigueur.

Vous me direz: pourquoi refuser de modifier la loi sur l'énergie à l'heure où on en a le plus besoin? Pour nous, la réponse est claire: cette nouvelle législation n'est pas à la hauteur du tournant énergétique que l'on doit entreprendre aujourd'hui.



Alors que la population attend des solutions rapides et concrètes face aux probables pénuries d'énergie et au changement climatique, le Grand conseil adopte une loi molle, en grande majorité incitative, avec des délais de 10, 15, 20 et même 25 ans! C'est repousser le problème, alors que la nécessité d'agir est des plus actuelles. Pour un pays aussi riche que la Suisse, cette procrastination est symptomatique d'un manque de courage du politique, lequel préfère brosser son électorat dans le sens du poil en l'incitant gentiment. Une chose est sûre, les citoyen·nes de ce canton, possiblement attendri·es par un condensé de bonnes idées sous fond de responsabilité individuelle, pâtiront de cette inaction législative sur le long terme. Mais ça, le long terme, ce n'est pas au programme du parlement valaisan, lequel préfère éteindre des feux plutôt que d'anticiper des incendies.

Pour illustrer cette inaction, voici quelques exemples choisis:

- **Les communes auront dix ans dès l'entrée en vigueur de la loi pour élaborer leur planification énergétique.** Dix ans pour planifier et donc, combien de temps pour mettre en œuvre?
Les mêmes député·es de droite qui souhaitent planter des milliers de panneaux sur l'Alpe,

dans l'urgence, nous suggèrent ici d'attendre que le temps passe un peu pour agir. Lorsque l'argent ne tombe pas directement de Berne, il semble que les urgences s'amointrissent d'elles-mêmes.

- **Il est toujours possible de remplacer une chaudière à mazout ou à gaz par... une chaudière à mazout ou à gaz.** Si, vous avez bien lu.
On a voté sur une loi dont l'un des buts principaux était de sortir du fossile, pour finalement y rester. Or, on le sait, ce n'est ni bon pour la planète, ni pour le portefeuille des citoyen·nes, au vu de la raréfaction de ces ressources et leur coût grandissant.

- Le Grand Conseil a **refusé d'imposer la couverture des nouveaux parkings en plein air** par des panneaux photovoltaïques.
Ces surfaces, directement disponibles et à proximité du réseau, sont idéales pour produire, consommer sur place (par exemple pour des bornes de recharges électriques), et protéger les véhicules et leurs utilisateurs du soleil. Si aujourd'hui, on n'est pas capable d'exiger des mesures aussi faciles à mettre en œuvre, alors il semble difficile d'avancer d'une manière générale sur la thématique.

Qu'on le veuille ou non, la réalité dans cette histoire est que l'on se fera dépasser par les différentes crises que l'on traverse déjà, et par les lois fédérales.

Aude Rapin,
députée suppléante

Le Dico romand

Dian :

un des surnoms du soleil,
mot patois pour le prénom « Jean ».

Quel dian avec cette canicule !

Les commissions du personnel, maillon essentiel des conditions de travail

Les candidats et candidates dont visages et slogans ornent en ce moment le bord de nos routes ne sont pas seul-es à faire campagne en ce début d'automne.



Moins médiatisé-es que les aspirant-es aux élections fédérales, courant peut-être un peu moins de fêtes de fanfares en débats télévisés, ils sont pourtant un élément essentiel de leur organisation et leur engagement est décisif pour un nombre très important de personnes. Elles et ils sont les candidat-es aux représentations du personnel de Swisscom, de la Poste et de CarPostal.



Les grandes entreprises de service public réélisent en effet en cette fin d'année celles et ceux qui auront l'importante responsabilité de représenter leurs collègues dans les discussions, négociations, changements de règlements et parfois aussi dans les périodes de crise comme des licenciements ou des restructurations. Si les anciennes grandes régies fédérales organisent chaque quatre ans ces élections de manière institutionnelle, de très nombreuses autres entreprises comptent des représentant-es du personnel dont l'action est permise par une CCT, un règlement d'entreprise ou la loi sur la représentation. Et cela est très important pour la défense des conditions de travail des salarié-es. Il est essentiel que des travailleurs et des travailleuses s'engagent dans ces commissions du personnel (CoPe), qu'ils se forment à ces fonctions, qu'ils travaillent en collaboration avec les syndicats qui peuvent leur apporter le soutien juridique et logistique nécessaire à leur mission.

Nul ne connaît mieux que les travailleuses et travailleurs les acquis à défendre, les revendications à formuler, les changements à opérer.

Nul ne connaît mieux que les travailleuses et travailleurs les acquis à défendre, les revendications à formuler, les changements à opérer. C'est à eux, et à personne d'autre, que les collègues accordent leur confiance, sachant qu'ils peuvent trouver une oreille attentive à leurs problèmes ou questionnements professionnels. Mais pour cela les représentant-es du personnel (RP) doivent être soutenu-es par leurs collègues qui doivent leur donner une légitimité en les élisant puis en

les soutenant activement, lors des assemblées générales par exemple. Ils doivent aussi être assez nombreux et nombreuses au sein des CoPe pour pouvoir s'engager pour leurs collègues sans s'épuiser, surtout dans les périodes de crises. Les syndicats sont là pour aider les travailleuses et les travailleurs qui voudraient créer des CoPe dans leur entreprise puis pour accompagner les RP dans leur travail.

Un exemple de l'engagement essentiel des CoPe dans les conditions de travail des salarié-es: depuis début 2023, des mesures d'économies sont en cours au sein des librairies Payot, dont syndicom est signataire de la CCT. Depuis le début des négociations avec la direction du groupe, les RP ont été



essentiels pour faire entendre la voix de leurs collègues, mener des discussions, faire des propositions auprès de la direction. En juillet dernier, avant une séance de commission paritaire importante de renégociation des mesures d'économies, syndicom a organisé en quelques jours un sondage auprès de tout le personnel. Sans le soutien actif des RP qui ont pu faire remonter les incompréhensions et mécontentements de leurs collègues et formulé des propositions concrètes ayant mené à un résultat positif, rien n'aurait été possible.

Alors engagez-vous dans les CoPe, créez-les, éliez vos représentant-es dans tous les métiers et tous les services de vos entreprises et soutenez vos élu-es. C'est ainsi qu'ils pourront défendre au mieux vos conditions de travail.

Melina Schröter,
secrétaire syndicale Médias, syndicom

Oui

Je m'abonne
au **Peuple.VS**

A renvoyer à

Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2
1950 Sion

Abonnement annuel : Fr. 95.-

Abonnement de soutien : Fr. 130.-

Abonnement membres JSVr : Fr. 50.-

ou directement sur le site:
www.lepeuplevs.ch

Nom / Prénom

Adresse

NP / Localité

Téléphone / Mobile

Courriel



Le vengeur masqué



Il rôde autour de nos maisons, le pas léger, rapide comme l'éclair et habile comme un singe.

Il observe sa proie sans bouger, puis soudain, s'élançait et le mal est fait.

Non content d'avoir capturé l'imprudent, il va s'amuser longtemps avec, le jeter en l'air, puis dans un sursaut de sadisme absolu, faire mine de le laisser filer avant de l'attraper à nouveau.

Le soir, fatigué et repu, il viendra s'installer sur le canapé et quémamera son lot de caresses et d'attention. Il est adorable, mignon, attachant, et nous comble de bonheur.

Le chat est un prédateur. Il tue souris et oiseaux malgré les croquettes dans son assiette. On ne lui en veut pas, on dit même qu'il nous offre un cadeau quand il dépose sa conquête sur le tapis du balcon.

Il a cet immense intelligence de s'en prendre à des proies qui ne nous intéressent pas. De celles qui ne finiront pas dans nos assiettes. De celles qui ne paissent pas dans nos prés en attendant le jour de l'abattage. Du coup, c'est un gentil prédateur.

Voilà...

22 octobre 2023
Elections fédérales

Le site de la
campagne
pour les élections
fédérales 2023
est en ligne



Scannez-moi !

23 octobre 19 h 00 Conseil de parti
9 décembre 14 h 30 Congrès du PSVR



Parti socialiste
du Valais romand

Le peuple.vs est produit par une rédaction composée de militant-e-s. La rédaction est ouverte à chaque membre du PSVR. Nous accueillons volontiers vos textes à l'adresse: redaction@le-peuplevs.ch (max. 1700 caractères).

Impressum

Mensuel
12^e année

Site internet : www.lepeuplevs.ch

Rédaction : Barbara Lanthemann
redaction@le-peuplevs.ch

Abonnement : annuel CHF 95.-
de soutien CHF 130.-
supplémentaire CHF 5.-
membres JSVr CHF 50.-
abonnement@le-peuplevs.ch

Tarifs de publicité : CHF 200.- (1/8 page)
CHF 400.- (1/4 page)
CHF 800.- (1/2 page)
CHF 1600.- (page complète)

Administration et publicité : Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2 - 1950 Sion
079 443 76 41
publicite@le-peuplevs.ch

Maquette : Stampo SA - Romaine Zufferey

Parution : 11 numéros par année